

M. ZIABLITSEV Sergei

A NICE, le 29/09/2020

Adresse : FORUM DES REFUGIES
111 BD. DE LA MEDELAINES CS 91035
06004 NICE CEDEX
Tel. 06 95 99 53 29
bormentalsv@yandex.ru

COUR NATIONALE DU DROIT D'ASILE

35, rue Cuvier
93558 MONREUIL-SOUS-BOIS CEDEX
Télécopie 01 48 18 44 22

Dossier N° 18-05-01396-EA-CLDS.

Complément.

1. J'envoie à la CNDA ma correspondance avec le bureau du procureur de la ville de Balashikha, qui prouve que :
 - 1) je suis recherché pour l'emprisonnement en base d'une affaire pénale truquée par les juges, les procureures, par l' UFSIN.
 - 2) Le parquet de Balashikhinskaya refuse de m'informer sur la peine qui me menace - la durée réelle de l'emprisonnement.
 - 3) Le parquet de Balashikhinskaya est au courant de mon statut de demandeur d'asile en France, de ma demande de retour des enfants chez leur père en France, mais ne lance pas ma recherche internationale, sachant que les accusations portées contre moi ont été falsifiées.
2. La violation de mon droit de participer personnellement à l'audience le 05/10/2020 m'empêche de montrer aux membres de la CNDA ma boîte électronique sur mon téléphone avec une correspondance avec le bureau du procureur.

J'ai donc redirigé les e-mails (annexes 1-4) de mon e-mail à e-mail de la CNDA contact@cnda.juradm.fr le 29/09/2020 à 21 :20 h.

J'ai donc fourni les originaux de la correspondance électronique.
3. J'attire l'attention sur le fait que les enregistrements audio de l'interview de l'OFPRA ont enregistré le fait que j'ai fourni tous les documents originaux que j'avais (2 :44 :52- 2 :46 :27), y compris les passeports et les billets.

Par conséquent, la conclusion de la décision de l'OFPRA selon laquelle je ne les ai pas présentées n'est pas vraie.

Mon droit de participer personnellement à l'audience doit être garanti si les membres de la cour veulent vérifier à nouveau que je suis allé en France via la Biélorussie à cause des poursuites pénales.

Annexe :

1. Lettre du procureur du 10.06.2020
2. Lettre du procureur du 21.07.2020
3. Lettre du procureur du 03.08.2020
4. Lettre du procureur du 17.08.2020
5. Demande au procureur du 13.06.2020 – sans réponse
6. Demande au procureur du 01.09.2020 - sans réponse

